
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 81

Bill No. 81

Loi constituant la Régie des
installations olympiques

An Act to incorporate the Régie des
installations olympiques

Première lecture

First reading

Mr GOLDBLOOM

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi n° 81

Loi constituant la Régie des
installations olympiques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « installations olympiques », les installations visées à l'article 13;

b) « Régie », la Régie des installations olympiques instituée par l'article 2;

c) « ministre », le ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil.

SECTION II

CONSTITUTION DE LA RÉGIE

2. Est instituée une Régie des installations olympiques.

3. La Régie est composée de sept membres, dont le président et le vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

[[**4.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations ou le traitement des membres de la Régie ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.]]

Bill No. 81

An Act to incorporate the Régie des
installations olympiques

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "olympic installations" means the installations mentioned in section 13;

(b) "board" means the Régie des installations olympiques established by section 2;

(c) "Minister" means the Minister designated by the Lieutenant-Governor in Council.

DIVISION II

CONSTITUTION OF THE BOARD

2. A Régie des installations olympiques is established.

3. The board shall consist of seven members, including the chairman and the vice-chairman, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

[[**4.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salary of the members of the board or, where necessary, their additional salary.]]

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de créer une Régie des installations olympiques dont le mandat est de construire, aménager et exploiter les installations olympiques en vue des Jeux de la XXIe Olympiade qui doit avoir lieu à Montréal en 1976.

Ces installations sont contenues dans le quadrilatère borné par les rues Sherbrooke et Viau, l'avenue Pierre de Coubertin et le boulevard Pie IX, dans la Ville de Montréal, mais ne comprennent pas l'aréna Maurice Richard, le Centre Maisonneuve et leurs aménagements propres non plus que les installations du métro.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to create a Régie des installations olympiques (olympic installations board), which will have the mandate to build, equip and operate the installations required for the Twenty-first Olympic Games, to be held in Montreal in 1976.

These installations are contained in the quadrilateral bounded by Sherbrooke and Viau streets, Pierre de Coubertin avenue and Pie IX boulevard, in the City of Montreal, but do not include the Maurice Richard arena, the Maisonneuve centre and their respective facilities, nor the metro installations.

5. Au cas d'incapacité d'agir du président, ses pouvoirs sont exercés par le vice-président ou, si ce dernier est incapable d'agir, par un autre membre désigné conformément aux règlements de la Régie.

6. Le quorum de la Régie est constitué de quatre membres, dont le président ou en son absence, le vice-président.

La voix de la présidence est prépondérante.

7. La Régie est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi.

8. La Régie jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Régie font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations de la Régie peut être poursuivie sur ces biens.

La Régie n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

9. La Régie a son siège dans la Ville de Montréal.

Elle peut tenir ses séances à tout autre endroit.

[[**10.** L'administration courante de la Régie relève d'un directeur général, qui est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme aussi le secrétaire et le trésorier de la Régie ainsi que le responsable des relations du travail aux installations olympiques.

Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement des personnes qu'il nomme en vertu du deuxième alinéa ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.

Ces personnes exercent leurs fonctions conformément aux règlements adoptés par la Régie.]]

[[**11.** Les membres du personnel de la Régie sont nommés et rémunérés suivant les normes et barèmes déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.]]

5. If the chairman is unable to act, his powers shall be exercised by the vice-chairman or, if the latter is unable to act, by another member designated in accordance with the by-laws of the board.

6. Four members of the board, including the chairman or, in his absence, the vice-chairman shall be a quorum.

The chairman shall have a casting vote.

7. The board shall be a corporation within the meaning of the Civil Code and shall have the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

8. The board shall have the rights and privileges of a mandatar of the government.

The property of the board shall form part of the public domain, but the performance of the obligations of the board may be levied against that property.

The board binds none but itself when it acts in its own name.

9. The board shall have its head office in the City of Montreal.

It may hold its sittings at any other place.

[[**10.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a general manager, who shall have the day to day administration of the board.

The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint the secretary and the treasurer of the board, and the officer in charge of labour relations at the olympic installations.

The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary of the persons appointed under the second paragraph or, as the case may be, their additional salary.

Such persons shall exercise their functions in conformity with the by-laws adopted by the board.]]

[[**11.** The members of the personnel of the board shall be appointed and remunerated in accordance with the standards and scales determined by the Lieutenant-Governor in Council.]]

12. Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par la Régie et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des copies ou des documents émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président de la Régie ou le secrétaire.

SECTION III

FONCTIONS DE LA RÉGIE

13. La Régie a pour objet de réaliser la construction, l'aménagement et l'exploitation des installations mobilières et immobilières prévues pour les Jeux de la XXI^e Olympiade et contenues à l'intérieur du quadrilatère borné par le sud de la rue Sherbrooke, l'ouest de la rue Viau, le nord de l'avenue Pierre de Coubertin et l'est du boulevard Pie IX, dans la Ville de Montréal, à l'exception de l'aréna Maurice Richard, du Centre Maisonneuve et de leurs aménagements propres ainsi que des installations du métro.

14. La Régie peut accomplir tout ce qui est utile à la réalisation de ses fins, et notamment :

a) acquérir, louer, posséder, améliorer, entretenir et administrer des immeubles et les aliéner;

b) contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil;

c) avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, faire des prêts pour la réalisation des Jeux de la XXI^e Olympiade;

d) faire des règlements pour sa régie interne.

Tout règlement de la Régie entre en vigueur dès son adoption; il demeure en vigueur tant qu'il n'est pas désapprouvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le secrétaire de la Régie fait parvenir au greffier du Conseil exécutif une copie de tout règlement de la Régie, dès son adoption.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant le

12. Minutes of the sittings approved by the board and certified by the chairman or the secretary shall be authentic. The same applies to copies or documents emanating from the board or forming part of its records, if they are signed by the chairman or the secretary of the board.

DIVISION III

FUNCTIONS OF THE BOARD

13. The object of the board is to carry out the construction, equipping and operation of the moveable and immovable installations planned for the Twenty-first Olympic games that are contained within the quadrilateral bounded by the south side of Sherbrooke street, the west side of Viau street, the north side of Pierre de Coubertin street and the east side of Pie IX boulevard, in the City of Montreal, except the Maurice Richard arena, the Maisonneuve centre and their respective facilities and the metro installations.

14. The board may do anything useful for the achievement of its aims and may in particular:

(a) acquire, lease, own, improve, maintain and administer immoveables and alienate them;

(b) make loans by notes, bonds or other obligations, at such rates of interest and on such other conditions as are determined by the Lieutenant-Governor in Council;

(c) with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, lend money toward the holding of the twenty-first Olympic Games;

(d) make by-laws for its internal management.

A by-law of the board shall come into force on being adopted, and shall remain in force unless and until disapproved by the Lieutenant-Governor in Council.

The secretary of the board shall cause a copy of every by-law of the board to be sent to the Executive Council upon its adoption.

15. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations regarding

mandat de la Régie et les conditions des contrats obligeant la Régie; il peut aussi déterminer en quels cas ces contrats sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor.

Il peut, de la même façon, statuer sur les comptes, honoraires ou frais de fournitures et sur les conditions des locations, des baux et des aliénations en ce qui concerne la Régie.

Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

16. La Régie devient propriétaire, à compter du (*date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*), de tous les biens meubles et immeubles visés à l'article 13, à l'exception des biens meubles qui n'appartiennent pas à la Ville de Montréal; la Ville de Montréal reçoit, en compensation, les sommes que lui destine le premier alinéa de l'article 24.

17. Le registraire de la division d'enregistrement de Montréal est tenu d'enregistrer à l'égard des biens visés à l'article 16 qui sont des immeubles ou des droits immobiliers, à la demande de la Régie, une déclaration contenant le texte de l'article 16 ainsi qu'une description des immeubles ou droits immobiliers visés audit article.

18. La Régie peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure les ententes jugées nécessaires pour la conduite et l'administration de systèmes de loteries.

[[**19.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il fixe:

a) garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garan-

the mandate of the board and the conditions governing contracts binding on the board; it may also determine in which cases such contracts shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council or to the Treasury Board.

He may in the same manner rule on the accounts, fees or costs of supplies and on the conditions governing any rent, lease or alienation respecting the board.

Any regulation made under this section shall be published forthwith in the *Gazette officielle du Québec*.

16. The board shall become the owner, from (*date of coming into force of this bill*), of all the moveable and immoveable property mentioned in section 13 except moveables not owned by the City of Montreal; the City of Montreal shall receive, as compensation, the amounts provided for such purpose under the first paragraph of section 24.

17. The registrar of the registration division of Montreal shall register with respect to all property contemplated in section 16 which is an immoveable or a real right, at the request of the board, a declaration containing the text of section 16 and a description of the immoveable or the real right referred to in the said section.

18. The board may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, make the agreements considered necessary for the conduct and administration of lottery schemes.

[[**19.** The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may fix:

(a) guarantee the payment in principal and interest of any loan made by the board and the execution of any obligation the latter may have;

(b) authorize the Minister of Finance to advance to the board any amount considered necessary for the carrying out of this act.

The sums that the government may be called upon to pay pursuant to such guar-

ties ou avances à la Régie sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

20. La Régie cède la possession des installations olympiques au Comité organisateur des jeux olympiques de 1976, pour la période, au cours de l'année 1976, que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, de façon à permettre au Comité de réaliser la tenue des jeux olympiques.

21. La Régie peut, sans autre autorisation que celle du lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions et dans la mesure que ce dernier détermine, exercer en tout ou en partie les pouvoirs appartenant à la Ville de Montréal ou à son Comité exécutif, relativement à la construction, à l'aménagement et à l'exploitation des installations olympiques. Elle peut se substituer à eux, aux conditions et dans la mesure déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans tout contrat auquel ils sont des parties contractantes.

Les pouvoirs visés au premier alinéa comprennent aussi bien ceux qui sont conférés à ladite ville et à son Comité exécutif par ou en vertu de la loi que ceux qu'ils exercent en vertu d'ententes, notamment d'ententes internationales.

22. Appartiennent à la Régie les revenus et les sommes d'argent auxquels a droit la Ville de Montréal en vertu du protocole d'entente intervenu entre la Ville de Montréal et le Comité organisateur des jeux olympiques de 1976, le 31 août 1973 et modifié le 17 mars 1975, à l'exception des recettes versées à la Ville de Montréal avant le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi no 81*).

23. La Régie peut, conformément à la loi, conclure avec la Ville de Montréal, avec toute personne et organisme, international ou autre, ainsi qu'avec tout gouvernement ou organisme d'un gouvernement, les ententes jugées nécessaires pour l'application de la présente loi.

[[**24.** Les revenus de la Régie doivent être affectés d'abord à ses opérations, au paiement de ses frais d'administration, au

antees or advances to the Board shall be taken out of the consolidated revenue fund.]]

20. The board shall transfer possession of the olympic installations to the Comité organisateur des jeux olympiques de 1976, hereinafter called the organizing committee, for the period, during the year 1976, determined by the Lieutenant-Governor in Council, so as to allow the committee to hold the olympic games.

21. The board may, without any authorization other than that of the Lieutenant-Governor in Council, on such conditions and to such extent as he may determine, exercise, wholly or in part, the powers of the City of Montreal or of its Executive Committee in relation to the construction, equipping and operation of the olympic installations. It may substitute itself for them on the conditions and to the extent determined by the Lieutenant-Governor in Council, in any contract to which they are contracting parties.

The powers referred to in the first paragraph include those conferred on the said city and its Executive Committee by or under the act as well as those which they exercise pursuant to agreements, particularly, international agreements.

22. The income and the sums of money to which the City of Montreal is entitled under the agreement made between the City of Montreal and the organizing committee on 31 August 1973 and amended on 17 March 1975 belong to the board except any receipts paid to the City of Montreal before (*insert here the date of the tabling of Bill No. 81*).

23. The board may, in accordance with this act, make with the City of Montreal, with any person or agency, international or otherwise, as well as with any government or agency of any government, any agreement considered necessary for the application of this act.

[[**24.** The income of the board must be allotted primarily to its operations, to the payment of its administrative expen-

remboursement de ses emprunts et autres obligations, au remboursement des avances à elle faites par le ministre des finances conformément à la présente loi, au paiement à la Ville de Montréal des sommes requises pour l'application de l'article 23 et, enfin, au remboursement à la Ville de Montréal à la fin de chacun des exercices financiers de la Régie, des paiements et avances que la Ville de Montréal a consentis pour l'aménagement des installations olympiques ainsi que des paiements et avances qu'elle a consentis pour les autres travaux et constructions faits par elle ou pour elle sur son territoire en vue de la tenue des Jeux de la XXI^e Olympiade, ces paiements et avances devant avoir été faits, s'ils interviennent après le (*insérer ici la date du dépôt du projet de loi no 81*), avec l'autorisation de la Régie.

Dès que, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, ont été remboursés les prêts et les avances faits par le ministre des finances et qu'ont été remboursés les emprunts et exécutés les obligations de la Régie garantis par le ministre des finances, la propriété des installations olympiques revient à la Ville de Montréal et l'article 17 s'applique en y faisant les changements nécessaires, notamment en y remplaçant les mots « à la demande de la Régie », par les mots « à la demande du Comité exécutif de la Ville de Montréal ».]

25. L'appellation « Village olympique » ne peut être utilisée au Québec pour désigner un immeuble, un territoire, un organisme ou une entreprise quelconque, sans l'autorisation écrite de la Régie.

26. L'appellation « Parc olympique » ne peut être utilisée au Québec pour désigner un immeuble, un territoire, un organisme ou une entreprise quelconque, sans l'autorisation écrite de la Régie.

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter la dissolution du Comité organisateur des jeux olympiques de 1976, et déterminer toute date, postérieure au 31 décembre 1976, à laquelle cette dissolution prend effet.

ses, to the repayment of its loans and other obligations, to the repayment of sums advanced to it by the Minister of Finance in accordance with this act, to the payment to the City of Montreal of the sums required for the application of section 23 and, finally, to the repayment to the City of Montreal, at the end of each fiscal year of the board, of the payments and the sums advanced by the City of Montreal for the setting in place of the olympic installations and, as well, of the payments and sums advanced by the city for the other works and constructions executed by or for it on its territory in view of the Twenty-first Olympic Games, which payments and advances, if made after (*insert here the date of the tabling of Bill No. 81*), shall have been made with the authorization of the board.

As soon as, in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council, the loans and advances obtained from the Minister of Finance have been repaid and the loans and obligations of the board guaranteed by the Minister of Finance have been repaid and discharged, ownership of the olympic installations shall revert to the City of Montreal, and section 17 shall be applicable, with the necessary changes, in particular by replacing the words "at the request of the board" therein by the words "at the request of the Executive Committee of the City of Montreal".]

25. The appellation "Olympic Village" shall not be used in Québec to designate any immovable, territory, agency or business of any kind without authorization in writing from the board.

26. The appellation "Olympic Grounds" or "Olympic Park" shall not be used in Québec to designate any immovable, territory, agency or business of any kind without permission in writing from the board.

27. The Lieutenant-Governor in Council may order the dissolution of the organizing committee, and fix any date later than 31 December 1976 for such dissolution to become effective.

Au cas d'une telle dissolution, les biens et les droits dudit Comité sont dévolus à la Régie qui assume alors les obligations de cette corporation.

28. L'exercice financier de la Régie se termine le 31 octobre de chaque année.

29. Au plus tard le 31 mars de chaque année, la Régie doit faire au ministre un rapport portant sur les biens en sa possession et sur ses activités pour son exercice financier précédent.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements prescrits par le ministre.

30. Le rapport de la Régie est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Il est aussi transmis au greffier de la Ville de Montréal qui doit le déposer devant le conseil municipal à la première assemblée que celui-ci tient par la suite.

31. La Régie doit en outre fournir au ministre tous les renseignements qu'il requiert sur ses opérations.

32. Les livres et comptes de la Régie sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil, par les vérificateurs désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil; le rapport de ces vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Régie.

33. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

34. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

If such dissolution occurs, the property and rights of the said committee shall vest in the board, which shall thereupon assume the obligations of such corporation.

28. The fiscal year of the board shall terminate on 31 October each year.

29. Not later than 31 March each year, the board shall make a report to the Minister of the property in its possession and of its activities for its preceding fiscal year.

Such report shall also contain any and all information the Minister may prescribe.

30. The board's report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not in session, within thirty days after the opening of the next session.

It shall also be sent to the clerk of the City of Montreal, and he must lay it before the municipal council at the first meeting of the council held thereafter.

31. The board shall also give the Minister any and all information he may prescribe.

32. The books and accounts of the board shall be audited annually and each time the Lieutenant-Governor in Council so orders, by the auditors designated by the Lieutenant-Governor in Council; such auditors' report must be attached to the annual report of the board.

33. The Minister shall be responsible for the application of this act.

34. This act shall come into force on the day of its sanction.

